

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE**

47 avenue d'Orléans  
CS 70841  
28000 Chartres

Références : IC260094-VAT20260041  
Code AIOT : 0010000466

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE implanté 6 bis, rue Edmond Poillot 28000 Chartres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de récolement suite à la réalisation des travaux de réhabilitation du site Unité 2 d'ASAHI DIAMOND, situé 6 bis rue Edmond Poillot.

Par arrêté préfectoral du 22 décembre 2025, le Préfet a autorisé Chartres Métropole à assurer la réhabilitation du site en tant que tiers demandeur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE

- 6 bis, rue Edmond Poillot 28000 Chartres
- Code AIOT : 0010000466
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ASAHI réalisait des traitements de surfaces pour des pièces de travail mécanique des métaux.

Les activités ont été arrêtées le 30 mars 2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Protection des piézomètres vis à vis des eaux superficielles	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Repérage et nivellement des piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Situation administrative des piézomètres	Code de l'environnement du 20/01/2026, article R214-1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise foncière	Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.4	Sans objet
2	Délais de réalisation des travaux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.5	Sans objet
3	Contrôle des travaux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.6	Sans objet
4	ATTES-	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	TRAVAUX	20/01/2026, article R512-78-V	
5	Protection des piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.1	Sans objet
6	Protection des têtes de piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Maîtrise foncière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Accord pour travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tiers demandeur transmet au préfet dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'attestation de la maîtrise foncière du terrain. Au-delà de ce délai, le présent arrêté est caduc.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 8 janvier 2026, le tiers demandeur a fait parvenir l'acte de vente du 14 décembre 2023 entre la société ASAH I DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S et CHARTRES METROPOLE pour le site de l'Unité 1 et de l'Unité 2 (6 bis rue Edmond Poillot à Chartres).  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Délais de réalisation des travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Délais
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux seront effectués en une tranche correspondant à la réhabilitation complète de la parcelle.  La totalité des travaux doit être réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la réception par le préfet du document attestant de la constitution des garanties financières, communiqué conformément aux dispositions de l'article 4.2 du présent arrêté.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ATTES-TRAVAUX a été validée le 5 janvier 2026 par ANTEA GROUP, amendée le 23 janvier 2026 suite aux échanges avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les travaux ont été réalisés dans les délais prescrits par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2025.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Contrôle des travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2025, article 3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de fin de travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'issue des travaux engagés au titre de l'article 3.3 du présent arrêté, le tiers demandeur transmet au préfet un rapport final de fin de travaux justifiant de la mise en œuvre des mesures de gestion ainsi que de leur efficacité en termes de compatibilité environnementale et sanitaire du terrain pour l'usage futur industriel.</p> <p>Ce rapport comprend a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une synthèse des travaux réalisés (comprenant un récapitulatif des opérations de contrôle et l'ensemble des justificatifs ad hoc) et les plans associés,</li> <li>• une synthèse des mesures de surveillance réalisées,</li> <li>• un état des niveaux de pollution effectivement atteints et la comparaison avec les seuils de dépollution fixés à l'article 3.2,</li> <li>• un schéma conceptuel actualisé,</li> <li>• une analyse des risques résiduels de validation des travaux sur site, et hors site si nécessaire,</li> <li>• s'il s'avère que les expositions résiduelles traduisent des risques non acceptables, le plan de gestion sera modifié pour les contenir ou les éliminer,</li> <li>• des propositions formalisées de servitudes et/ou de restrictions et/ou recommandations constructives et d'usage sur site, et éventuellement hors site ; comportant à minima celles</li> </ul>

<p>prévues dans le plan de gestion, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation du site et modalités d'édification des nouvelles constructions compatibles avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe phréatique,</li> <li>- mesures de gestion et de précaution adaptées pour tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol du bien (notamment d'affouillements, de mise en place de constructions, de fondations ou de canalisations), conformément à la réglementation applicable et aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, gestion adaptée conformément à la réglementation applicable des terres ou autres matériaux qui seraient excavés au droit du site,</li> <li>- l'usage des eaux souterraines, à l'exception de la réalisation de mesures de surveillance, et éventuellement de traitement, de la qualité des eaux souterraines, sera subordonné à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine d'un tel usage, d'études et de mesures garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction de l'usage prévu, conformément à la réglementation et à la méthodologie applicables,</li> <li>- maintien d'un taux de ventilation minimal conforme aux hypothèses retenues dans l'analyse des risques résiduels,</li> <li>- maintien en bon état des dalles béton présentes en rez-de-chaussée des bâtiments,</li> <li>- mise en place de dispositions constructives conformes aux hypothèses retenues dans l'ARR,</li> <li>- conservation de la mémoire de la qualité des milieux au droit du site (sols, gaz de sol), ainsi que les mesures mises en œuvre, l'accès aux piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines.</li> </ul> <p>• une proposition de suivi de la qualité des eaux souterraines, des gaz des sols et/ou de toute éventuelle mesure de gestion prise dans le cadre de la réhabilitation du site ou la justification de la non nécessité d'un tel suivi,</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 8 janvier 2026, le tiers demandeur a transmis à l'inspection des installations classées et au Préfet les documents mentionnés au point 3.6 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2025.</p> <p>Des précisions et compléments ont été apportés par courriels du 22 janvier 2026, 23 janvier 2026 et 26 janvier 2026.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : ATTES-TRAVAUX

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/01/2026, article R512-78-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Attestation de fin de travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V.- Dès lors que les travaux de réhabilitation sont réalisés, le tiers demandeur fait attester de leur conformité avec les travaux prescrits par le préfet, conformément aux dispositions de l'avant-dernier alinéa des articles L. 512-6-1 ou L. 512-7-6.</p>

<p>Le tiers demandeur transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains et à l'exploitant. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées de surveillance ou de restrictions d'usage qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 8 janvier 2026, le tiers demandeur a transmis l'ATTES-TRAVAUX du 5 janvier 2026 (ANTEA GROUP), attestant de la conformité des travaux réalisés aux travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2025. Celle-ci a été amendée le 23 janvier 2026 suite aux échanges avec l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Protection des piézomètres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Protection physique de l'ouvrage</p> <p>Le but est d'éviter que le tube ne soit sectionné lors d'un choc, le plus souvent par un véhicule. Ce risque dépend hautement de l'implantation du forage, et de la possibilité d'accès du site. En règle générale, on ne peut se satisfaire de laisser simplement le tube du forage dépasser du sol, car même un tube métallique robuste et solidement ancré dans le sol peut s'avérer insuffisant. Par ordre de sécurité croissant, les solutions suivantes peuvent être retenues :a) tube métallique scellé : il doit être d'un diamètre largement supérieur au tube du forage et doit être ancré profondément dans le sol sur une profondeur au moins égale à 50 % de sa hauteur hors sol ;b) barrières de protection : il est souhaitable d'entourer la tête de l'ouvrage d'une barrière de protection, surtout si elle dépasse de la surface du sol, ce qui implique de prévoir suffisamment de place autour du forage pour ce faire. On implante alors solidement dans le sol, à une distance de 1 m à 2 m de la tête de l'ouvrage, une barrière en tube métallique robuste, ou tout autre dispositif équivalent déformable, interdisant l'accès des véhicules ou engins aux abords immédiats du forage. Ce type de protection se rajoute à la protection a), mais ne s'y substitue pas. Tout au plus, autorise-t-elle une réalisation plus légère ;c) tête à ras du sol : elle doit être obligatoire dans les aires de circulation dense (chaussées,trottoirs, etc.) car cette protection au ras du sol n'offre aucun risque au regard des chocs. Le tubage est alors arasé au-dessous de la surface du sol et recouvert par une protection métallique ou plastique, étudiée en fonction du type de circulation attendu, comme par exemple un couvercle de regard ou une bouche à clé de réseau de distribution d'eau.En terrain nu, la plaque du regard est scellée dans un massif béton nivelé par rapport au terrain naturel. La pérennité du dispositif dépend fortement de la profondeur et du volume du massif de béton. Un diamètre de 75 cm et une profondeur minimale de 50 cm sont recommandés dans les zones agricoles et forestières.Ces dimensions peuvent être réduites dans des zones moins exposées, comme par exemple les zones piétonnières, parcs et jardins. Sur des sols revêtus, le regard sera scellé directement au revêtement (dalle en béton,</p>

asphalte, etc.), dans la mesure où il est reconnu comme étant assez robuste ;d) dispositions communes : dans les solutions a) et b), il est recommandé de peindre les parties hors sol de couleurs vives, aisément identifiables.[...]
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, il est constaté que les 3 piézomètres du site sont situés dans des tubes métalliques scellés (scellement béton de plusieurs m <sup>2</sup> pour chaque piézomètre). Les scellements sont équipés de bastaings en bois assurant une première protection.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Protection des têtes de piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Protection contre le vandalisme par capots et cadenas Il n'y a pas de protection fiable contre la volonté de détruire. [...]Il est donc indispensable de verrouiller les protections de telle sorte qu'elles ne puissent être ouvertes sans l'aide d'une clé ou d'un outil spécial. Il faut noter que les protections à ras du sol offrent ici une protection passive, car, par leur discrétion, elles n'attirent pas l'attention. En particulier, les bouches à clé des réseaux de distribution d'eau sont particulièrement discrètes. Si des cadenas sont utilisés pour la fermeture des capots métalliques, il faut retenir que les cadenas de type «artilleur» sont les plus fiables, mais il faut prévoir le même type de cadenas pour l'ensemble des piézomètres implantés sur un même site, afin d'éviter de trop nombreuses clés différentes, ce qui est peu pratique. Les cadenas à molettes ou codes sont fragiles et peu fiables. Ceux à serrure et clé simple sont sujets à corrosion et grippage.
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, il est constaté que les 3 piézomètres sont équipés de cadenas d'artillerie permettant d'assurer la fermeture des capots métalliques.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Protection des piézomètres vis à vis des eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Le tube doit être fermé par un bouchon vissé ou un dispositif doit être installé au fond du



regard pour drainer ces eaux.[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain (échantillonnage piézomètre Pz3 U2), il est constaté la présence d'un bouchon sur le tube du piézomètre. Celui-ci n'est pas vissé.</p> <p><b>Constat : la protection des piézomètres vis à vis des eaux superficielles n'est pas assurée par un bouchon vissé ou un dispositif installé au fond du regard pour drainer ces eaux.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Repérage et nivellement des piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque forage doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- identifié par un numéro ;</li> <li>- localisé sur le plan de masse du site étudié ;</li> <li>- nivelé par rapport au nivellement général français (NGF) en utilisant un point de référence précis qui sert de repère lors des mesures piézométriques. La précision attendue est centimétrique ;</li> <li>- positionné sur un fond topographique adéquat afin de permettre une coupe éventuelle.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Pour les têtes de forage dépassant du sol, le numéro d'identification du piézomètre doit être peint sur le tube avec une peinture adaptée à la nature du support et apte à l'application à l'extérieur. Pour les têtes au ras du sol et couvertes par une plaque, la peinture étant souvent enlevée par la circulation des véhicules, il faut donc la renouveler autant que de nécessaire et/ou envisager de graver le numéro dans le béton. Il peut aussi être envisagé de noter le numéro du forage au verso du capot ou du regard.</p> <p>Tout forage de plus de 10 m de profondeur doit faire l'objet d'une déclaration au Code Minier.</p>
<b>Constats :</b>

Par télédéclaration du 4 juin 2025, le tiers demandeur a déclaré 6 piézomètres pour les sites ASAHI en régularisation, les ouvrages ayant déjà été installés à la date de la déclaration. Les piézomètres concernant deux sites ICPE distincts, deux déclarations auraient dû être effectuées.

Il est demandé au tiers demandeur de d'adresser au service instructeur un courrier de demande de retrait de la déclaration effectuée le 4 juin, et de procéder à 2 nouvelles déclarations distinctes, pour l'Unité 1 d'une part et pour l'Unité 2 d'autre part.

La déclaration contient le plan masse du site faisant apparaître les piézomètres et leur côte NGF. Sur le terrain (échantillonnage Pz3 U2), il est constaté que le numéro d'identification des piézomètres est absent.

**Constat : la déclaration des piézomètres a été réalisée après l'installation des piézomètres, elle concerne 2 sites ICPE distincts. Le numéro d'identification des piézomètres n'est pas indiqué sur le tube.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Situation administrative des piézomètres

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 20/01/2026, article R214-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclaration des ouvrages

**Prescription contrôlée :**

1.1.1.0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).

**Constats :**

Par télédéclaration du 4 juin 2025, le tiers demandeur a déclaré 6 piézomètres pour les sites ASAHI en régularisation, les ouvrages ayant déjà été installés à la date de la déclaration. Les piézomètres concernant deux sites ICPE distincts, deux déclarations auraient dû être effectuées. Il est demandé au tiers demandeur de d'adresser au service instructeur un courrier de demande de retrait de la déclaration effectuée le 4 juin, et de procéder à 2 nouvelles déclarations distinctes, pour l'Unité 1 d'une part et pour l'Unité 2 d'autre part.

**Constat : la déclaration des piézomètres a été réalisée après l'installation des piézomètres, elle**

concerne 2 sites ICPE distincts.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois